

Déclaration de la France sur la destruction des stocks

Monsieur le président,

Le 31 janvier 2011, la France a rendu compte de façon précise et complète de l'état exact des ses stocks dans son rapport initial au Secrétaire général de l'ONU.

L'objectif de la France, qui avait débuté la destruction des stocks avant même l'entrée en vigueur de la convention, est d'achever l'élimination de ces armes à sous munitions avant le 1^{er} août 2018, limite fixée par la convention.

A cet égard, la France apporte les précisions suivantes sur les progrès réalisés :

- Depuis la remise du rapport :
 - 81 armes contenant 4963 sous-munitions ont été détruites ;
 - 2045 sous-munitions isolées provenant de différents stocks d'industriels ou d'organismes d'expertise ont été détruites.Il reste 852 sous-munitions isolées à détruire d'ici fin 2011.
- Par ailleurs la planification de la destruction des stocks militaires, composés d'environ 22 000 roquettes M26 et 13 000 obus OGR, continue de progresser.
- La NAMSA, agence de l'OTAN, a été chargée par l'Etat français de contractualiser la destruction des munitions françaises. Le processus de sélection de l'industriel est en phase finale et la notification du marché devrait intervenir dans les mois à venir.
- Alors que le coût total du démantèlement des armes à sous-munitions (investissements + opérations de destructions) est évaluée entre 30 et 35 M€, 15 M€ ont d'ores et déjà été mis en place auprès de la NAMSA ce qui, dans le contexte budgétaire actuel, représente un effort significatif et témoigne de l'engagement de la France.
- Enfin, s'agissant du calendrier, si les éléments précis ne seront connus qu'à la notification du marché, ma délégation est en mesure de préciser le besoin d'élimination prescrit à la NAMSA :
 - De fin 2011 à 2015 :
 - constitution et qualification de l'outil industriel ;
 - élimination de la totalité des OGR ;
 - élimination d'au moins 10 000 roquettes M26.
 - Puis, avant le 1^{er} août 2018 :
 - fin d'élimination des roquettes M26.

Je vous remercie, Monsieur le Président.